

Exit «W»

USA. Lundi 12 janvier, le président américain sortant George W. Bush a tenu sa dernière conférence de presse, défendant un bilan «*bon et solide*». Pour l'opinion publique cependant, son passage à la Maison Blanche a été un désastre.

La dernière rencontre de George W. Bush avec les journalistes avant la cérémonie d'investiture du président élu Barack Obama, prévue le 20 janvier, s'est déroulée de façon relativement cordiale. Le président américain sortant a toutefois refusé de poser pour la traditionnelle photo de groupe avec le Press corp de la Maison Blanche. Et pour cause : M. Bush entretenait des relations plutôt tendues avec les journalistes. David Sanger, qui publie en ce moment un livre intitulé *The Inheritance* sur l'héritage que le président sortant lègue à M. Obama, s'amusait de l'entendre dire tout le respect qu'il voue au Press corp : «*Quand on se souvient des difficultés qu'on rencontrait quand on leur demandait tout simplement pourquoi ils faisaient ce qu'ils faisaient.*»

Pas sûr d'ailleurs qu'après ses deux mandats, M. Bush ait tiré les leçons de ses erreurs. Il a ainsi nié la chute de la position morale des Etats-Unis à l'étranger durant sa présidence, assurant que les gens continuent à croire que l'Amérique «*symbolise la liberté*». Si c'est le cas, c'est sans doute surtout envers et malgré lui. Près des deux tiers des personnes interrogées par le Pew Research Center estiment qu'on se souviendra de cette administration pour ses échecs. Sans anticiper sur ce que l'histoire retiendra de sa présidence, on peut poser la question chère à Ronald Reagan : les Américains vont-ils mieux aujourd'hui que lors de son entrée en fonction en 2001 ?

Or, la réponse est sans appel. Après une victoire controversée sur le démocrate Al Gore, sa présidence commence avec la pire attaque terroriste qu'aient jamais connue les Etats-

Unis pour s'achever sur la plus grave crise économique depuis la Grande Dépression des années 1930. Et entre les deux ? Des guerres en Afghanistan et en Irak, une tonalité conservatrice durable à la Cour suprême avec les nominations à vie des juges John Roberts et Samuel Alito, et l'effondrement du marché immobilier.

Parmi ses réussites, on peut tout de même citer la loi sur l'évaluation des établissements scolaires, la réforme de Medicare, l'assurance-santé des personnes âgées et handicapées ou encore le plan d'aide d'urgence à la lutte contre le SIDA à l'étranger. Il s'est également vu féliciter pour avoir renforcé les liens avec l'Inde et incité la Chine à jouer un rôle international plus constructif. Le bilan global reste néanmoins très critiquable. «*Il a hérité d'un pays qui allait plutôt bien, comment peut-on soutenir qu'il le rend en meilleur état ?*», s'indigne Thomas Whalen, politologue à l'Université de Boston et auteur d'un ouvrage sur le courage présidentiel.

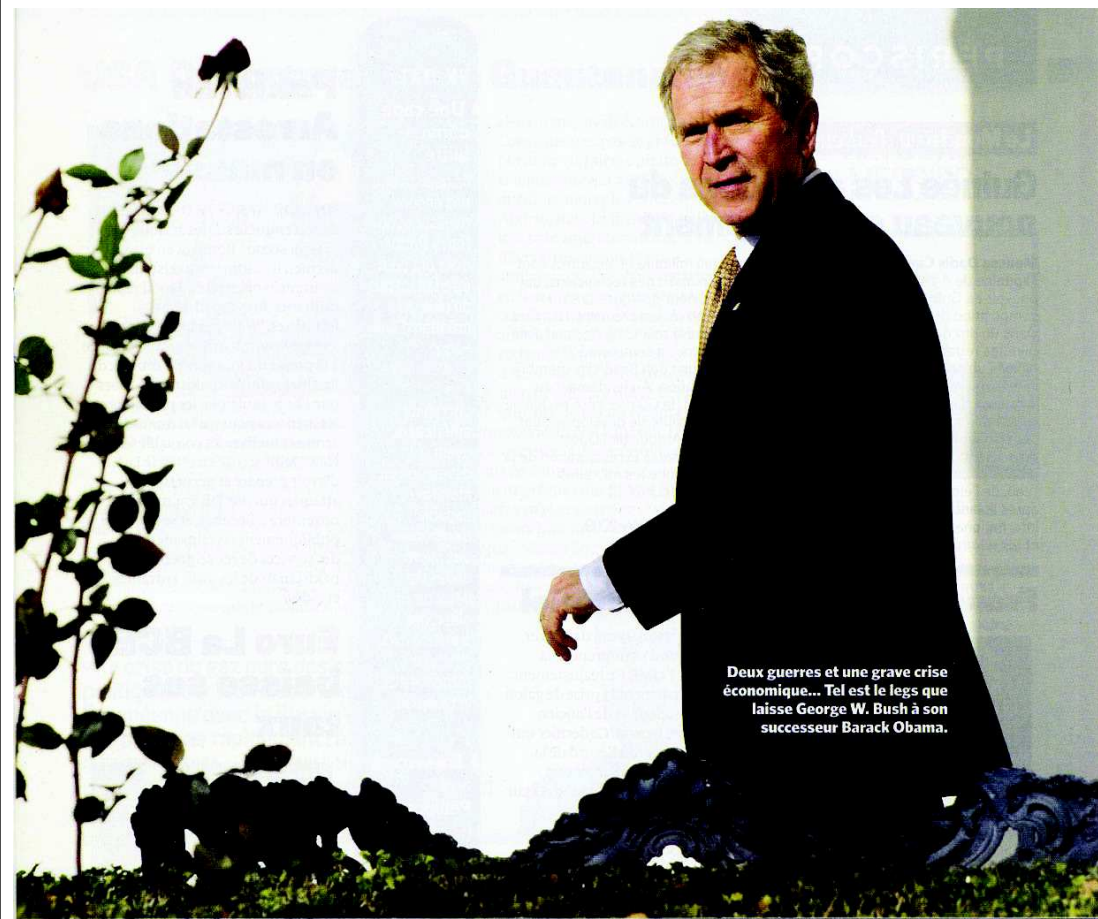
Timides concessions

FACE AU MÉCONTENTEMENT de ses compatriotes, M. Bush a donc été contraint d'admettre certaines erreurs. Il a ainsi reconnu que le déploiement le 1^{er} mai 2003 d'une bannière estampillée «*Mission accomplie*» sur un porte-avion américain, annonçant prématurément la fin des combats en Irak était une faute. «*J'ai envoyé le mauvais message, nous tentions de faire les choses différemment mais, néanmoins, nous avons envoyé le mauvais message*», a-t-il concédé. Concernant sa rhétorique, décriée par ses détracteurs comme celle d'un cow-boy face à l'ennemi, il a avoué que «*certaines éléments [...] ont été des erreurs*». Il a également parlé de

ses «*déceptions*» après la découverte des «*maltraitements*» dont ont été victimes des Irakiens dans la prison d'Abou Ghraïb, et du mensonge des services de renseignement américains sur la présence d'armes de destruction massive en Irak.

Ces timides concessions ne l'ont pas empêché de défendre son refus d'adhérer au Protocole de Kyoto ou l'invasion de l'Irak. Mais l'image qui risque d'en rester est celle d'un président qui esquivait des chaussures lancées par un journaliste irakien alors qu'il s'est rendu récemment à Bagdad pour y souligner les progrès réalisés en matière de sécurité. En Afghanistan, pays qu'on l'accuse d'avoir négligé à cause de l'Irak, les talibans ont relancé leur insurrection, et Oussama Ben Laden n'a été ni capturé ni tué. Quant au conflit israélo-palestinien, la faible impulsion donnée par son implication personnelle dans le dossier fin

C'est bien Bush qui a libéralisé les prêts immobiliers, à l'origine de la crise financière actuelle.



Deux guerres et une grave crise économique... Tel est le legs que laisse George W. Bush à son successeur Barack Obama.

2007, jugée insuffisante et trop tardive par la plupart des analystes, a fait long feu. Par conséquent, l'intervention israélienne dans la bande de Gaza était prévisible.

Sur le plan intérieur, il a défendu sa gestion de l'ouragan Katrina en 2005, alors que l'épisode a imposé l'image d'un président complètement coupé de la réalité et incapable de réagir à la catastrophe sanitaire, matérielle et surtout humaine, qui s'est soldée par plus de 1500 morts.

Enfin et surtout, il a réitéré la nécessité du recours aux techniques antiterroristes controversées qui ont cours aux Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001, allant jusqu'à conseiller M. Obama d'y réfléchir à deux fois avant de les remettre en cause. Le vice-président Dick Cheney a confirmé récemment que plusieurs détenus avaient été soumis à la technique consistant à donner au prisonnier la sensation de la noyade (*waterboarding*) et à d'autres techniques douteuses d'interrogatoire. Mais le pré-

sident sortant a fermement rejeté le terme «*torture*» : «*Mon point de vue, c'est que les techniques employées étaient nécessaires et sont nécessaires dans des circonstances rares pour obtenir les informations indispensables à la protection des Américains*». Pourtant, la révélation du recours à ces techniques, de l'existence de centres de détention secrets de la CIA à l'étranger ou encore d'un programme d'écoutes sans mandat de la justice, a donné lieu à l'une des plus grandes polémiques de sa présidence, accusée de faillir aux idéaux américains.

Sortie par la petite porte

CÔTÉ ÉCONOMIE, la crise ne peut être considérée comme une simple coïncidence malencontreuse : M. Bush a prôné la dérégulation lorsque les prêts immobiliers se sont multipliés, se heurtant par la suite à l'opposition du Congrès à une surveillance accrue du secteur. Résultat : plus de 11 millions d'Américains cherchent un travail. L'indice Dow Jones des

valeurs industrielles a connu sa pire année depuis 1931, dégringolant de 33,8% en 2008, et le déficit budgétaire bat tous les records.

Pour se justifier, George W. Bush soutient qu'il a toujours réagi aux problèmes de ses mandats avec détermination : «*J'ai été un président en temps de guerre. J'ai essuyé deux récessions économiques. J'ai affronté de nombreux grands défis. Ce qui compte pour moi est que je n'ai pas compromis mon âme pour être un type populaire*». Mais là où il vante sa détermination dans des temps difficiles, le pays voit une obsession incompréhensible. «*La ferveur idéologique l'a emporté sur le pragmatisme et le sang-froid*», analyse Douglas Brinkley, historien de la présidence et professeur à la Rice University. D'ailleurs, les Américains semblent avoir déjà rendu leur verdict : Bush quitte ses fonctions avec l'une des cotes de popularité les plus basses - moins de 30 % d'opinions favorables - qu'ait connue un chef de l'Etat américain des temps modernes.

AMINA BOUBIA